FACE AU SPECTRE DE L'ABSTENTION

Que fera Bouteflika pour convaincre les électeurs ?

Arrivé au pouvoir en 1999, l'actuel président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a fait du projet de la charte pour la paix et la réconciliation nationale son cheval de bataille pour gagner la confiance des électeurs. En 2004, la relance de nombreux grands chantiers et le lancement de nouveaux projets ont servi de motif pour se représenter une deuxième fois. Ces réalisations serviront-elles d'argument afin de chasser le spectre de l'abstention populaire, en prévision de la présidentielle d'avril 2009 ?

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - La révision de la Constitution le 12 novembre dernier a mis fin au suspense ambiant sur l'éventuel désir de Bouteflika à briguer un troisième mandat. Même si, à l'heure actuelle, le président de la République n'a pas encore rendu sa décision finale, il demeure, toutefois, que sa candidature est plus qu'évidente. Le mouvement des comités de soutien, des partis de l'Alliance présidentielle et la mobilisation des médias lourds et de la presse écrite gouvernementale, en faveur d'un troisième mandat, confortent une telle possibilité. Mais c'est surtout la pression exercée par Bouteflika sur le staff gouvernemental, conduit par le Premier ministre Ahmed Ouyahia, qui la confirme. Et pour cause, les grands projets, dits structurants, à l'exemple du métro et du tramway d'Alger, de l'autoroute Est-Ouest et des grands chantiers hydrauliques, le un million de logements promis d'ici la fin de son mandat, en avril 2009, constituent pour Bouteflika le seul motif devant des électeurs, devenus ces dernières années très rares. L'on sait tous que les projets en question relevaient du défi lancé par Bouteflika afin de gagner la confiance de la population qui ne croyait guère en le processus électoral dans notre pays. Les tricheries qui ont entaché les précédents scrutins ont engendré une diminution importante du taux de participation qui s'était réduit, d'année en année, comme une peau de chagrin. Une telle situation a ainsi contraint les gouvernants à observer plus de prudence lorsqu'il s'agit de procéder à des changements qui passent par l'approbation populaire. La dernière révision constitutionnelle, qui a remis en cause les acquis démocratiques, introduits dans le même document par voie référendaire en 1996, a été une parfaite démonstration de la peur qui couve au sein des hautes sphères du régime. Et s'il n'y avait pas cette législation qui permet une révision constitutionnelle par voie parlementaire ? Le clan de Bouteflika aurait sûrement inventé on ne sait quelles justifications pour dissiper le spectre de l'abstention populaire, un sujet qui revient à l'ordre du jour à l'occasion de la présidentielle de 2009. Les partisans de Abdelaziz Bouteflika se sont donc mobilisés pour faire l'éloge des projets concrétisés durant les deux quinquennats. Pour leur part, les ministres n'hésitent pas à leur tour de rassurer les populations sur le respect des délais de livraison des grands chantiers lancés début 2009. Et certains le font avec un zèle et une confiance incommensurables. C'est le cas du métro d'Alger dont la mise en service d'une partie du projet avait été promise pour septembre 2008. Les délais sont dépassés et les retards se sont accumulés.

Le tramway d'Alger a subi le même revers. Les assurances du ministre des Transports n'arrivent toutefois pas à faire dissiper les doutes sur un énième retard de leur livraison. Le constat est le même pour le projet de un million de logements, dont la cadence des travaux a été perturbée par la flambée vertigineuse des matériaux de construction durant l'été dernier. Mais le ministre de l'Habitat avait assuré que les délais seront respectés et Bouteflika, en guise de campagne électorale, peut lancer une série d'inaugurations dans peu de temps, affirme-t-il implicitement.

Photo: Samir Sid

Il en fera sûrement de même pour le projet de l'autoroute Est-Ouest dont des tronçons ont été déjà ouverts à la circulation sans trop de bruit médiatique. D'autres projets sont achevés et en cours d'achèvement seront inaugurés, devant les caméras de la télévision d'Etat, activement impliquée dans la précampagne électorale à travers un long reportage retraçant toutes les étapes importantes de la success story de dix ans de règne bouteflikien.

Le clan de Bouteflika puise aussi ses arguments dans certains projets, qui ne peuvent en aucun cas être achevés avant avril 2009, pour appeler haut la main leur candidat favori à conduire les destinées de l'Algérie jusqu'à 2014. C'est l'exemple de l'immense chantier de transfert d'eau de Aïn Salah à Tamanrasset, livrable l'été 2010, ou de celui du tramway d'Alger, d'Oran et de Constantine, qui sera mis en service durant l'année 2011.

Le président de la République a lancé de grands chantiers et nous devrions le soutenir pour se présenter à la présidentielle de 2009. Ainsi, «nous» lui offrirons une chance de parachever ce qu'il a entamé en 1999, laissent en effet entendre les soutiens inconditionnels de Bouteflika, inquiets devant l'abstention populaire et l'absence de vrais concurrents sur le terrain des élections qui s'annoncent déjà jouées à l'avance.

L. M.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Une campagne électorale pour quoi faire ?

Quelques semaines nous séparent de la tenue de l'élection présidentielle. Le vainqueur étant d'ores et déjà connu, la campagne électorale pourrait se dérouler dans des conditions totalement différentes des scrutins précédents.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La campagne électorale de la prochaine présidentielle sera certainement morose. Rien à voir avec la frénésie qui avait remué le pays en 1999 et en 2004. Cette fois-ci, le résultat risque d'être sans surprise. Quelle serait donc l'utilité d'une campagne puisque, de l'avis de tous, les jeux sont faits ? Bien sûr, cette réalité concerne en premier lieu les adversaires de Abdelaziz Bouteflika. Ils devront déployer des trésors d'ingéniosité pour attirer l'attention d'une opinion publique qui ne se fait guère d'illusion.

La problématique se posera également sur le plan financier. Les candidats à l'élection présidentielle bénéficient d'une certaine somme d'argent de la part de l'Etat. Généralement, le montant est insuffisant pour couvrir l'ensemble des frais. Les candidats se tournent donc vers des bailleurs de fonds, des industriels et des hommes d'affaires généralement, pour obtenir des sommes complémentaires. Mais voilà, dans l'état actuel des choses, il sera quasiment impossible pour les outsiders de lever des fonds.

D'ailleurs, qui miserait un kopeck sur un cheval perdant ! Il est évident que les «financiers» préféreront proposer leurs services au staff de campagne du président candidat. C'est politiquement plus rentable.

Reste cependant à savoir si Abdelaziz Bouteflika pourra effectuer une campagne électorale en bonne et due forme. C'est-à-dire faire le tour de toutes les wilayas d'Algérie et tenir deux, voire trois meetings par jour. Son état de santé lui permettra-t-il de supporter un tel rythme? La question mérite d'être posée. Surtout s'il envisage de mener une «pré-campagne» à l'image de celle de 2004 au cours de laquelle il avait effectué une longue série de visites d'inspection et de travail dans plusieurs wilayas.

Dans le cas de Bouteflika, l'option la plus probable est qu'il fasse intervenir «en appoint» certaines personnalités politiques, notamment les responsables des partis de l'Alliance présidentielle. Ahmed Ouyahia, Abdelaziz Belkhadem, Aboudjerra Soltani pourraient être appelés en renfort tout au long de la campagne de Bouteflika.

Ces formations, et toutes les organisations satellites qui gravitent autour d'elles, auront à jouer un rôle central dans la machine de propagande.

Idem pour l'administration et les médias lourds de l'Etat qui seront mis à la disposition d'un seul et unique candidat.

T. H.

GRÈVE DES HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

Le ministère de l'Enseignement supérieur réagit

La coordination nationale des hospitalo-universitaires se retrouve désormais à la tête d'un mouvement unitaire et interprofessionnel, apparemment majoritairement suivi.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Un mouvement à l'issue duquel les grévistes espèrent sortir victorieux. C'est en tout cas ce que laissait entendre, hier, le Pr Djidjelli, secrétaire général du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM).

Hier, à son troisième jour de grève, la coordination nationale des hospitalo- universitaires a tenu une assemblée générale au CPMC de l'hôpital Mustapha-Pacha à Alger.

Le but de cette rencontre est une évaluation des deux premiers jours de la protestation et la communication d'informations aux grévistes. Une grève qui aura engendré une réelle perturbation dans le secteur et le gel total des examens pour les étudiants en médecine.

D'ailleurs, elle aura fait réagir le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui devait accorder une audience aux deux syndicats de la santé grévistes, à savoir celui des professeurs et docents et celui des maîtres-assistants. Cette nouvelle a été bien accueillie par les grévistes. Ils espèrent, de cette rencontre, des résultats concrets, notamment concernant le régime indemnitaire. «Nous écouterons les propositions du ministre et c'est en fonction des négociations que nous prendrons une décision», nous a expliqué le secrétaire général du SNPDSM. Cependant, le ministère de la Santé reste, quant à lui, confiné dans son mutisme.

Les syndicats, eux, sont satisfaits de leur mouvement de protestation. «Lors de l'assemblée générale, l'amphithéâtre était plein. Preuve que nos confrères adhèrent à notre action» a soutenu le Pr Djidjelli. Néanmoins, le mouvement de grève se poursuivra jusqu'à samedi prochain.

Date à laquelle une autre assemblée générale sera tenue pour décider du sort du mouvement de protestation. Notons qu'une autre grève d'une semaine sera observée dans le secteur de la santé à compter du 17 janvier, avec la participation des autres syndicats autonomes de la santé.

Enfin, en signe de solidarité avec le peuple palestinien, les grévistes ont décidé une retenue de deux jours sur leurs salaires, qui seront reversés aux caisses du Croissant rouge algérien.

Plusieurs médecins, et professionnels de la santé se sont déclarés prêts à un déplacement sur Ghaza pour porter assistance aux frères palestiniens. Il convient de rappeler que les examens restent en suspens jusqu'à la levée de la grève.

W. Z.